

Interview de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, à BFMTV le 28 janvier 2020, sur le bien-être animal, le Brexit et les municipales.

Prononcé le 28 janvier 2020

Publié le 28 janvier 2020 à 15h52

Intervenant(s) :

Texte intégral

JEAN-JACQUES BOURDIN
Didier GUILLAUME, bonjour.

DIDIER GUILLAUME
Bonjour.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Merci d'être avec nous. Nous allons parler municipales, nous allons parler de la PAC, nous allons parler du Brexit mais je voudrais commencer avec le bien-être animal. Vous allez présenter tout à l'heure votre plan, le plan gouvernemental pour essayer d'améliorer le bien-être animal. Alors on va regarder les mesures et je vous poserai des questions sur ces mesures. Je voudrais commencer avec l'interdiction du broyage des poussins.

DIDIER GUILLAUME
Des poussins mâles.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Poussins mâles. Oui, j'imagine. Parce que les femelles pondent.

DIDIER GUILLAUME
Exactement.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Les poussins mâles à partir de 2021.

DIDIER GUILLAUME
Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Pas avant ?

DIDIER GUILLAUME

Non. Ce n'est pas possible. Nous avons tout essayé, nous avons monté un consortium franco-allemand. Nous mettons beaucoup d'argent, la France met plus de quatre millions d'euros déjà dans la recherche, l'Allemagne en a mis huit. Le problème, c'est qu'en grande échelle, nous n'avons pas encore la solution pour la fin du broyage des poussins mâles, que tout le monde trouve ça anormal de continuer à le faire. Donc l'objectif, c'est de forcer les entreprises, la recherche à faire cela, 2021. Fin 2021, c'est terminé de toute façon, ils n'auront pas le choix donc il faut accélérer. Nous avons fait une réunion...

JEAN-JACQUES BOURDIN

La recherche pour sélectionner des embryons.

DIDIER GUILLAUME

Voilà, pour trouver la technique qui marche à grande échelle.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il y en a une.

DIDIER GUILLAUME

Oui, il y en a une.

JEAN-JACQUES BOURDIN

La sélection des embryons à neuf jours.

DIDIER GUILLAUME

Exactement. Mais aujourd'hui, il faudrait le faire avant neuf jours peut-être et, en tout cas, où ça ne marche pas à grande échelle. Et il faut aussi que ce soit fait de façon économique. C'est la raison pour laquelle nous montons un consortium franco-allemand et c'est maintenant dans le cadre de ce consortium franco-allemand que nous allons mettre tous nos moyens en place pour y arriver.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors Didier GUILLAUME, est-ce qu'on va continuer à envoyer des poules, des poules tuées en France, dans les pays d'Afrique ? Des poules qui sont tuées au bout de dix-huit semaines parce qu'elles sont moins productives.

DIDIER GUILLAUME

Mais aujourd'hui, vous savez très bien que la situation...

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est ce que nous faisons.

DIDIER GUILLAUME

Bien sûr. La situation que nous avons aujourd'hui en France...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Cinquante millions de poules que nous tuons.

DIDIER GUILLAUME

Commence à choquer beaucoup de nos concitoyens. Cette sensibilité n'était pas forcément celle-là il y a trente ans mais aujourd'hui c'est réel. Aujourd'hui le bien-être animal, ce n'est pas la fin de l'élevage, c'est mieux d'élevage. Dans la loi EGalim, des mesures ont été prises : interdiction de construire des poulaillers tels qu'ils étaient comme cela. Aujourd'hui la moitié des poules que nous avons en France sont à l'air libre, elles courent. Il faut avancer. Il y a encore des mesures qui doivent être prises, mais aujourd'hui nous sommes obligés de tenir compte des deux choses - on mais c'est très important - à la fois le bien-être animal indispensable et l'économie. On ne peut pas fermer certains élevages parce que si nous interdisions directement, ne doutons pas que les gens continueraient à manger des poulets etc.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc les poules en cage, on ne peut pas interdire définitivement la poule en cage.

DIDIER GUILLAUME

Si, si, mais il n'y a plus aucune construction de bâtiments de poules en cage aujourd'hui en France...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et il n'y aura plus de poules en cage en France quand ?

DIDIER GUILLAUME

Alors est-ce que c'est 2025 ? Est-ce que c'est 2030 ? Franchement, moi je ne vais pas faire de démagogie là-dessus. Dès qu'il faudra rénover ces bâtiments, ça sera dans une autre façon de faire.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bon. Il faut aussi améliorer. Je vais changer, je vais parler des porcelets et puis des animaux de compagnie, mais il faut aussi améliorer l'information donnée aux consommateurs, Didier GUILLAUME.

DIDIER GUILLAUME

Oui. Elle est indispensable.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Elle est indispensable.

DIDIER GUILLAUME

Hier après-midi, j'étais à Bruxelles, le conseil des ministres de l'Union européenne. Nous avons décidé en poussant beaucoup cela avec l'Allemagne, nos amis allemands, nos amis espagnols, nous avons décidé la mise en place d'un étiquetage à partir de l'année prochaine qui indiquera lorsque les gens, les consommateurs européens - en tout cas les nôtres, c'est plus compliqué pour certains pays de l'Union européenne - lorsque ces concitoyens achèteront des produits, il y aura un étiquetage sur le bien-être animal. C'est une avancée sans précédent.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est-à-dire ? Qu'est-ce qu'on pourra lire sur l'étiquette ?

DIDIER GUILLAUME

Ce produit, ce produit carné, ce produit de poulet etc a été abattu dans des conditions, dans un abattoir, telle ou telle chose.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et est-ce que sur l'étiquetage, lorsque j'achèterai un produit transformé contenant des oeufs, je saurai si ces oeufs viennent de poules en cage ou pas ?

DIDIER GUILLAUME

Eh bien, c'est exactement cela.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui ou non ?

DIDIER GUILLAUME

Mais je ne peux pas vous dire...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Parce qu'il y a un amendement qui a été repoussé à l'Assemblée nationale il n'y a pas longtemps.

DIDIER GUILLAUME

Mais là, ce n'est pas un problème d'amendement, c'est un choix européen. Ce que nous voulons....

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pardon, je voudrais que...

DIDIER GUILLAUME

Eh bien la réponse est oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui. C'est-à-dire que je saurai lorsque j'achète un produit contenant des oeufs, je saurai si les oeufs viennent de poules en cage ou pas.

DIDIER GUILLAUME

C'est ce que nous souhaitons. Aujourd'hui, vous savez, il y a quatorze milliards d'oeufs consommés par an en France.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, c'est considérable.

DIDIER GUILLAUME

C'est considérable. Il faut aussi faire en sorte... Je parlais d'équilibre économique, excusez-moi d'y revenir, qu'en voulant... Le mieux est l'ennemi du bien. En voulant tout supprimer, tout arrêter, les gens continueront à consommer des oeufs qui viendront d'ailleurs et dans de pires conditions peut-être. Donc nous voulons avancer. Cette marche, Jean-Jacques BOURDIN, elle est irréversible. Le gouvernement s'est engagé, elle est irréversible.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Irréversible. Interdire la castration à vif des porcelets, c'est irréversible aussi.

DIDIER GUILLAUME

Irréversible aussi. L'annonce que je ferai tout à l'heure et que je vous donne en primeur, c'est 2021 là encore, comme le broyage des poussins mâles, fin 2021...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il n'y en aura plus.

DIDIER GUILLAUME

Il n'y aura plus de castration des porcelets à vif en France.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui. 27 000 animaux par jour, ce qui est énorme aujourd'hui.

DIDIER GUILLAUME

C'est énorme, c'est énorme.

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'abattage rituel des animaux en France, il y a une dérogation aujourd'hui pour des raisons religieuses.

DIDIER GUILLAUME

Oui, oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce que vous voulez revenir sur cette dérogation ?

DIDIER GUILLAUME

Je pense qu'aujourd'hui c'est très compliqué de revenir sur cette dérogation.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais pourquoi ?

DIDIER GUILLAUME

Je vais vous expliquer : parce qu'il y a un équilibre aussi avec les cultes. Je discute moi, je discute avec le culte musulman et avec les Juifs. Je les reçois régulièrement. Aujourd'hui il y a un équilibre qui est trouvé. Il y a des gens qui sont choqués par cet abattage rituel. Je pense qu'il faut que cela se fasse de façon apaisée. On ne peut pas mettre... Je ne suis pas favorable en tout cas que l'on mette ce sujet dans le débat national aujourd'hui parce qu'il y a tellement de conséquences derrière.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce qu'il faut ouvrir le débat autour de ce sujet, oui ou non ?

DIDIER GUILLAUME

Mais Jean-Jacques BOURDIN...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Dans le cadre du bien-être animal ou dans un autre cadre.

DIDIER GUILLAUME

Mais bien sûr qu'il est ouvert et bien sûr qu'il y a des réflexions qui sont menées par les cultes pour voir comment on peut faire de l'abattage...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce qu'il est normal d'égorger un animal encore conscient, oui ou non ?

DIDIER GUILLAUME

Mais non, mais non. C'est pour ça que les choses évoluent mais ça doit se faire à un rythme suffisant pour que ce soit acceptable par toutes et par tous. On ne va pas rouvrir je ne sais quelle pas guerre mais attaque vis-à-vis de telle ou telle religion. Il y a des pratiques religieuses qui s'appuient sur des textes, il faut les respecter mais il faut aussi comprendre que là encore, la sensibilité des Françaises et des Français - peut-être même d'ailleurs la sensibilité des gens qui croient en ces cultes - a changé.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bien. Formation au bien-être animal dans l'enseignement agricole.

DIDIER GUILLAUME

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est ce que dit aussi votre plan. Dans chaque élevage il y aura une personne qui sera chargée du bien-être animal, une personne formée.

DIDIER GUILLAUME

Ce que nous voulons, c'est la prise en compte des choses. Ça passe par où ? Ça passe par l'école, ça passe par la formation, on l'a vu sur tous les sujets de société. C'est nos mêmes qui nous indiquent les choses et aujourd'hui les jeunes de notre pays, ils sont sous la transition écologique et agro-écologique. Ils sont sur la lutte contre la maltraitance animale, ils sont pour le bien-être animal. On voit bien tout cela. Tous les jeunes aujourd'hui qui rentrent en agriculture et qui s'installent, qu'est-ce qu'ils font ? Ils font de la transition, ils font de la conservation, ils font du bio, ils font des circuits courts. On sait que c'est ça, la direction. Ce n'est pas exclusif, on a besoin de circuits longs. On a besoin d'industrie agroalimentaire, on a besoin d'une agriculture compétitive mais on sait que cette évolution elle est là. Donc il faudra que dans chaque élevage, un éleveur ait une sensibilité. Mais je vais vous dire une chose qui va peut-être choquer, mais il y a le bien-être animal et moi je suis aussi attaché au bien-être de l'éleveur. C'est très important. Vous savez, moi je ne connais pas d'éleveurs qui sont pour la maltraitance de leurs animaux. Tous les éleveurs que je rencontre, que ce soient des éleveurs ovins, caprins, bovins ils aiment leurs animaux, ils connaissent leurs animaux, ils les soignent. Ils ont utilisé l'année dernière 40% de moins d'antibiotiques. La lutte contre l'antibiorésistance, c'est très important donc des efforts sont faits. Ça ne va jamais assez vite pour une partie de la population et c'est bien normal, mais je vous assure pour les voir tous les jours qu'il y a des avancées sans précédent. Cette discussion, Jean-Jacques BOURDIN, il y a trois ou quatre ans en arrière nous ne l'aurions même pas eue.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors vous voulez aussi améliorer les conditions de transport des animaux. En ce qui concerne des animaux de compagnie, alors dans les animaux de compagnie, interdiction des ventes dans les véhicules.

DIDIER GUILLAUME

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est-à-dire ?

DIDIER GUILLAUME

Aujourd'hui il y a des endroits, des marchés où il y a des animaux qui sont dans des sacs, dans des paniers.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui.

DIDIER GUILLAUME

On passe devant, la malle est ouverte et je donne un billet, j'achète. Non !

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ça, c'est fini.

DIDIER GUILLAUME

Ce que nous voulons, c'est arrêter les achats d'impulsion. On n'achète pas un chat, un chien, un animal de compagnie comme on achète une glace en passant devant...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et sur Internet ?

DIDIER GUILLAUME

Pareil.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Même chose, ça va être interdit aussi ?

DIDIER GUILLAUME

C'est la raison pour laquelle le Premier ministre, à ma demande, a nommé un député très compétent sur le sujet. Il s'appelle monsieur DOMBREVAL, député des Alpes-Maritimes, qui pendant six mois va travailler sur le sujet.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc vous êtes mon l'interdiction de la vente...

DIDIER GUILLAUME

Interdiction totale.

JEAN-JACQUES BOURDIN (9 minutes 14)

Interdiction totale, totale. Sur Internet, dans les véhicules. Et dans les animaleries ? Et dans les animaleries ?

DIDIER GUILLAUME

Non, il faut acheter... Les animaux, il faut acheter les acheter chez des professionnels. C'est absolument normal.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc pas d'Internet. Pas LEBONCOIN ou je ne sais pas où.

DIDIER GUILLAUME

Mais non, parce que sans ça, qu'est-ce que ça veut dire ? « Ah ben j'ai envie d'un petit chien », mais si je suis dans un F2 ou si je suis dans une maison avec un jardin, on n'achète pas le même animal. Et puis surtout, il faut se dire une chose : on arrête les achats d'impulsion. Chaque année, Jean-Jacques BOURDIN, cent mille animaux de compagnie, cent mille chiens et chats sont abandonnés. Certains sont euthanasiés parce qu'il n'y a plus de place dans les refuges, d'autres sont pris par des refuges et je crois que c'est important. Moi je veux travailler avec les associations, je veux travailler avec tous les refuges, avec la SPA, avec toutes les associations. Vous savez, moi j'aime beaucoup un homme qui s'appelle Max GUAZZINI. Ce qu'il a fait dernièrement en vendant tous ses disques d'or pour le bien-être animal pour la Fondation Brigitte Bardot, ça a dû lui déchirer le cœur. C'est sa vie tout cela mais je crois que c'est formidable. Il faut aider tous les refuges, aider...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous avez des animaux de compagnie ?

DIDIER GUILLAUME

Non.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Un chien ?

DIDIER GUILLAUME

Non, je n'en ai pas.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Si vous aviez eu un chat, il devrait être... Si vous aviez un chat, il devrait être identifié.

DIDIER GUILLAUME

Alors ça, c'est la règle qu'on a aujourd'hui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est la règle.

DIDIER GUILLAUME

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Sauf que maintenant, contravention si son chat n'est pas identifié.

DIDIER GUILLAUME

C'est dans la règle aussi ça.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Eh bien alors, qu'est-ce qu'il y a de nouveau ?

DIDIER GUILLAUME

Nous essayons d'avancer pour faire en sorte que pour les chiens aujourd'hui, un chien qui n'est pas identifié c'est 135 euros de pénalités. C'est déjà une réalité. Il faut le mettre pour les chats, parce que pour les chats ce n'est pas le cas. Parce que là encore, si un chat il est identifié, il est marqué, on va le retrouver s'il est abandonné. On retrouvera le propriétaire. On pourra sanctionner le propriétaire.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pour lutter contre l'abandon des animaux.

DIDIER GUILLAUME

Pour lutter contre l'abandon. Vous savez, aujourd'hui je pense que globalement là encore, il y a beaucoup de Françaises et de Français qui aiment leur chien, qui aiment leur chat, qui aiment leurs animaux de compagnie. Si vous saviez ce qu'on trouve dans les appartements comme animaux, c'est des trucs de dingue. Des serpents, des crocodiles. Enfin, ne parlons pas de cela. Les animaux de compagnie dits traditionnels, il faut qu'ils soient bien élevés etc.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Qui va vérifier ?

DIDIER GUILLAUME

Il y a des contrôles. Il y a des contrôles, il y a des services vétérinaires qui sont là et puis, vous savez, lorsqu'on achète un chat, un chien, on est marqué sur un registre lorsqu'on l'achète au refuge. Nous ce que nous souhaitons, c'est nous appuyer sur les professionnels.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est que chaque animal soit identifié.

DIDIER GUILLAUME

L'idéal, c'est cela. C'est d'arriver à cela.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Chaque animal identifié.

DIDIER GUILLAUME

Voilà. Comme ça au moins, on saura à quoi s'en tenir.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Une sorte de carnet, carnet de santé comme un enfant.

DIDIER GUILLAUME

Exactement, ça sera ça.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Une loi ?

DIDIER GUILLAUME
Ça pourrait être ça.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Une loi ?

DIDIER GUILLAUME
On va essayer de le faire sans la loi.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Comment ?

DIDIER GUILLAUME
Tout ce qui pourrait être pris par arrêté, on verra ce que dira Loïc DOMBREVAL, le parlementaire en mission, tout ce qui pourrait être décidé sans passer par la loi, je pense que ça nous évitera des débats qui vont durer. Et puis ce qu'il faudra passer par la loi, nous le passerons. Les décisions du président de la République et du Premier ministre sont très claires : nous devons avancer sur ce sujet.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Les cirques avec animaux sauvages, les delphinariums, vous êtes pour ou contre ?

Didier GUILLAUME
Alors ça, je vais vous répondre très précisément. Ça, je ne passe pas le ballon en touche, ça dépend du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Je sais, je sais.

DIDIER GUILLAUME
Moi ma position, elle est assez claire. C'est que ce n'est plus possible d'avoir des dromadaires faméliques dans les campagnes lorsque le cirque truc ou bidule arrive. Ça ces animaux-là, ce n'est pas de la bienveillance et je suis pour les supprimer. Après dans les grands cirques bien contrôlés avec des vétérinaires, ce n'est pas à moi de trancher. Il faudra revenir...

JEAN-JACQUES BOURDIN
Vous n'êtes pas contre l'interdiction. Vous n'êtes pas pour l'interdiction.

DIDIER GUILLAUME
Non, parce que je me dis qu'un papy ou une mamie qui emmène son enfant, voilà...

JEAN-JACQUES BOURDIN
Vous n'êtes pas pour l'interdiction.

DIDIER GUILLAUME
Non. Il faut voir comment les choses se passent.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et les delphinariums non plus ?

DIDIER GUILLAUME

Tout cela, on est dans le débat aujourd'hui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

D'accord mais vous avez une position.

DIDIER GUILLAUME

Je ne vais pas vous donner la conclusion avant de... Moi je pense que, je vous le disais, le bien-être animal aujourd'hui...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bon. Alors le bien-être animal, l'interdiction de la corrida aux mineurs ?

DIDIER GUILLAUME

Non, je ne crois pas que ce soit une bonne solution. Les mineurs, pourquoi les mineurs et pourquoi pas les films ? Je ne pense pas que ce soit par les mineurs qu'il faille prendre le sujet. La corrida, c'est quelque chose de très polémique. Je l'ai vu à mes dépens. C'est une culture traditionnelle, régionale. Certains aiment, certains n'aiment pas. Il y a de l'élevage de taureaux de combat qui est fait dans de bonnes conditions, surveillé par les vétérinaires. C'est choquant. C'est une pratique culturelle qui est dans la loi, c'est autorisé aujourd'hui. Si une loi devait la changer, elle la changerait. Mais pour l'instant, je ne suis pas sûr qu'il faille là encore revenir sur ces sujets.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bien, Didier GUILLAUME, le Brexit. 31 janvier. Inquiétude des pêcheurs français et je les comprends. Est-ce que les pêcheurs français vont pouvoir continuer à aller pêcher dans les eaux britanniques ?

DIDIER GUILLAUME

C'est tout l'enjeu de la situation. C'est tout l'enjeu. Ce serait un drame, ce n'était pas le cas. Donc le Brexit tel qu'il va se faire maintenant nous donne un an de plus. Ce sera fin décembre 2020, nous avons donc onze mois maintenant pour nous bagarrer. Ce serait absurde. Ce serait une honte, ce serait... Je n'ai pas de mots assez durs pour dire que les Anglais, de façon unilatérale, empêcheraient les pêcheurs français et européens d'aller pêcher dans leurs eaux. Il n'y a aucun problème autre qu'une attaque politique directe vis-à-vis de nous. C'est très clair là-dessus. Il n'y a pas de problème de ressources, il n'y a pas de problème de cohabitation. Aujourd'hui les choses se passent très, très bien. La plupart des poissons qui sont pêchés dans les eaux britanniques, y compris par les pêcheurs britanniques, sont transformés en France notamment à Boulogne-sur-Mer à la zone de Capécure. Il y a plus de quatre mille emplois je crois. Donc ce serait absolument un scandale que les Britanniques nous empêchent d'aller pêcher dans leurs eaux. Nous nous bagarrons beaucoup. Là je veux saluer la responsabilité des patrons pêcheurs français et de leurs représentants régionaux. Nous ferons tout et le président de la République s'est déjà engagé, s'y est déjà engagé, afin que les pêcheurs français puissent continuer à aller

pêcher dans les eaux britanniques. C'est 20 % des pêcheries de la flotte, ce n'est pas la totalité.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, oui. Mais quand même.

DIDIER GUILLAUME

Bien sûr, mais c'est des centaines d'emplois.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Exactement.

DIDIER GUILLAUME

La conséquence pour tout préciser pour vos téléspectateurs et auditeurs, si les Britanniques empêchent d'aller pêcher dans leurs eaux, c'est immédiatement des bateaux qui sont à l'arrêt, c'est du chômage pour les marins, c'est des pertes de millions d'euros, de dizaines de millions d'euros de ressources. C'est la fin d'une partie de notre histoire de pêche, alors que la pêche ça fait beaucoup de travail là encore pour travailler sur la ressource halieutique, la régénération. Enfin voilà, c'est un vrai sujet.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bien. La PAC, discussion du budget en cours. Avec le Brexit, ça complique un peu les choses.

DIDIER GUILLAUME

Oui. Enfin ça se complique, ça se complique oui et non. Parce que nous ce que nous disons sur la PAC, c'est que les Britanniques s'en vont, très bien, mais nous n'acceptons pas la position de la Commission européenne. La Commission européenne veut faire un double effet Kiss-Cool, si je peux m'exprimer ainsi. C'est-à-dire que non seulement on enlève la contribution des Britanniques, donc ça fait baisser le budget de l'Europe et donc le budget de la PAC, mais en plus ils veulent nous piquer l'argent, une partie de l'argent de l'agriculture pour le mettre sur des fonds de cohésion, pas être sur autre chose. Non, nous sommes opposés.

JEAN-JACQUES BOURDIN

La France dit non.

DIDIER GUILLAUME

Non, pas la France. La France et ses alliés disent non. Nous avons vingt pays sur les vingt-sept qui resteront. Vingt pays sur les vingt-sept qui n'acceptent pas : nous sommes opposés, nous combattons la position de la Commission qui veut baisser le budget de la PAC. Pourquoi ? Parce que la PAC continue à jouer un rôle d'équilibre pour l'agroalimentaire et l'alimentation. Vous savez, si on n'arrive pas à mettre de l'argent pour la transition écologique sur les sujets que nous évoquions, la PAC va mettre de l'argent dans le cadre du FEADER pour les animaux etc. Si nous n'avons plus ça, on ne va pas pour avoir des pratiques vertueuses et comme les Français continueront à manger, ils mangeront des produits qu'on ne voudrait pas cultiver en Europe. Donc c'est une grosse bataille. Une grosse bataille.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bien. Didier GUILLAUME, autre bataille, les municipales à Biarritz.

DIDIER GUILLAUME

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous êtes candidat.

DIDIER GUILLAUME

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Tête de liste, à Biarritz. Face à vous le maire sortant, Michel VEUNAC, qui sur sa liste a un autre ministre, Monsieur LEMOYNE, "deux ministres candidats l'un contre l'autre c'est inconcevable" dit Edouard PHILIPPE, ou a dit Edouard PHILIPPE. C'est inconcevable ?

DIDIER GUILLAUME

C'est inconcevable et baroque, et ça ne se produira pas évidemment, Jean-Jacques BOURDIN.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et pourquoi ?

DIDIER GUILLAUME

Parce que ce n'est pas possible que...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Parce que vous allez démissionner ?

DIDIER GUILLAUME

Ce n'est pas possible que deux membres du gouvernement soient...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ça ne se produira pas, pourquoi ?

DIDIER GUILLAUME

Attendez, je vais vous dire ; que deux membres du gouvernement soient présents l'un contre l'autre, même si mon collègue est sur une liste et que moi j'aspire à être maire, parce que cette ville a besoin de changements...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Maire de Biarritz.

DIDIER GUILLAUME

J'y vis, maintenant c'est ma résidence principale, vous le savez, nous en avons déjà parlé. Qu'un ministre aille dans une élection municipale, mais encore heureux que les responsables politiques y aillent, Edouard PHILIPPE peut-être au Havre, Gérald DARMANIN l'a annoncé, à Tourcoing, peut-être LECORNU, peut-être Franck

RIESTER, moi-même. Il faut que les ministres, les membres du gouvernement, portent la politique du gouvernement sur le terrain, et puis aussi s'engagent parce que c'est leur ville. Après, évidemment il ne peut pas y avoir deux ministres l'un contre l'autre, moi j'ai eu cette discussion avec le Premier ministre, j'ai eu cette discussion avec le président de la République, et j'attends leur arbitrage, qui va se produire à mon avis dans les heures et les jours qui viennent, et je respecterai l'arbitrage du président de la République.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Vous allez démissionner ?

DIDIER GUILLAUME
Je n'en sais rien, pour l'instant je suis à ma tâche et je n'ai pas l'intention de démissionner.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Alors, vous dites c'est inconcevable, et vous n'avez pas l'intention de démissionner, il faudra que vous m'expliquiez là, parce que là je ne comprends pas du tout moi !

DIDIER GUILLAUME
Eh bien c'est très simple !

JEAN-JACQUES BOURDIN
Ah bon, c'est très simple ?

DIDIER GUILLAUME
Nous sommes deux.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Vous êtes deux, donc vous demandez à Monsieur LEMOYNE de démissionner ?

DIDIER GUILLAUME
Mais je ne demande rien...

JEAN-JACQUES BOURDIN
Ou alors les deux démissionnent.

DIDIER GUILLAUME
Pourquoi pas, pourquoi pas.

JEAN-JACQUES BOURDIN
C'est la solution, c'est ce que vous demandez ?

DIDIER GUILLAUME
Mais moi je ne demande...

JEAN-JACQUES BOURDIN
Non mais, comment pouvez-vous me dire... le Premier ministre dit c'est inconcevable...

DIDIER GUILLAUME
Et il a raison.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il a raison, très bien ; vous êtes tête de liste à Biarritz, vous êtes ministre de l'Agriculture, sur la liste concurrente il y a un autre ministre, le Premier ministre dit c'est inconcevable, mais vous restez tous les deux, ça a beau être inconcevable, vous restez tous les deux ministres, et tous les deux candidats.

DIDIER GUILLAUME
Mais pas du tout.

JEAN-JACQUES BOURDIN
Comment pas du tout ?

DIDIER GUILLAUME

Je vous dis qu'il n'y aura pas deux ministres candidats l'un contre l'autre à Biarritz en mars prochain, le dépôt des listes c'est dans 15 jours ou 3 semaines, la campagne a à peine démarré...

JEAN-JACQUES BOURDIN
Donc vous choisirez.

DIDIER GUILLAUME

Donc le président de la République et le Premier ministre nous demanderont de faire des choix, et je ferai les choix...

JEAN-JACQUES BOURDIN
Qu'est-ce que vous choisirez ?

DIDIER GUILLAUME

Je ne sais pas ce qu'ils vont me demander, je ferai des choix...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non mais, en fonction de ce qu'ils vous demandent, c'est-à-dire que vous pourriez abandonner Biarritz ?

DIDIER GUILLAUME
Non, je dis...

JEAN-JACQUES BOURDIN
Attendez, attendez, si le...

DIDIER GUILLAUME

J'ai plutôt tendance à dire les choses très clairement Jean-Jacques BOURDIN.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Justement, je sais, alors Didier GUILLAUME...

DIDIER GUILLAUME

Donc je vous le dis. Moi j'ai annoncé ma candidature à Biarritz et je souhaite être candidat tête de liste à Biarritz, c'est aussi simple que ça.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc ?

DIDIER GUILLAUME

Donc, en fonction de ce qui sera dit, moi j'ai déjà eu des discussions avec le Premier ministre et le président de la République, je vois plutôt comment les choses peuvent se passer...

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est-à-dire ?

DIDIER GUILLAUME

Mais en tout cas moi ma décision a été prise, comme Gérard DARMANIN, lorsqu'on se présente à une élection municipale il faut aller jusqu'au bout, il ne faut pas de « hop ! je m'échappe », donc si je devais être maire de Biarritz je quitterai le gouvernement pour être maire de Biarritz, parce que c'est la règle qui a été fixée par le Premier ministre, si demain, après-demain, dans une semaine, le Premier ministre ou le président de la République demandent à Jean-Baptiste LEMOYNE, et à moi-même, si nous voulons être candidat à Biarritz, de quitter le gouvernement, eh bien je quitterai le gouvernement, si c'est la volonté du président de la République. Pour l'instant je suis à ma tâche, j'irai à Bruxelles, aujourd'hui je travaille...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Si vous n'êtes pas élu, si je comprends bien, si vous n'êtes pas élu à Biarritz, vous restez ministre, vous gardez une poire pour la soif quoi !

DIDIER GUILLAUME

Ah pas du tout, alors là non...

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, non, mais... vous ne pourriez pas redevenir sénateur de la Drôme aussi ?

DIDIER GUILLAUME

Non, non, vous êtes un peu trop coquin, mais je vous connais, non. Dans la Drôme, je l'ai dit, j'ai quitté la Drôme en 2015 politiquement...

JEAN-JACQUES BOURDIN

La Drôme c'est fini.

DIDIER GUILLAUME

Je ne serai plus sénateur, mon successeur, qui est sénateur, il est sénateur, il va y rester, je ne redeviendrai pas sénateur. Moi ma vie elle a changé pour des raisons personnelles, je ne vais pas l'évoquer là, c'est autre chose, voilà.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bien sûr.

DIDIER GUILLAUME

Donc, je serai candidat tête de liste à Biarritz, je ne serai plus au gouvernement si je deviens maire, et j'attends de savoir si le président de la République, le Premier ministre, me demandent des choses. Je ne peux pas vous dire ça peut être plus clair, Jean-Jacques BOURDIN, ce que je vous dis là.

JEAN-JACQUES BOURDIN

J'ai compris, vous choisirez Biarritz si vous êtes élu, et vous ne serez plus ministre, si vous n'êtes pas élu vous resterez ministre, c'est clair.

DIDIER GUILLAUME

Je ne crois pas.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ah bon, vous ne croyez pas ?

DIDIER GUILLAUME

Je ne crois pas que ce soit aussi clair que ça.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ah d'accord, donc vous allez démissionner avant l'élection.

DIDIER GUILLAUME

On verra

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bon, j'ai compris. 8h55, Didier GUILLAUME merci d'être avec nous.

DIDIER GUILLAUME

Merci à vous.

Source : Service d'information du Gouvernement, le 28 janvier 2020

<https://www.youtube.com/watch?v=zCKXwfE6T00&t=578s>

<https://www.vie-publique.fr/discours/273103-didier-guillaume-28012020-bien-etre-animal?fbclid=IwAR1uL-mbrrlOvThHjD4drJR4vCTCMrIPGzKX8VEVeLw5Yn40cgRTH114Ppk>